

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORIAP Languevoisin

22 boulevard Michel Strogoff
80190 Languevoisin-Quiquery

Références : 2025-E10124
Code AIOT : 0005102315

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement NORIAP Languevoisin implanté Hameau Quiquery 80190 Languevoisin-Quiquery. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORIAP Languevoisin
- Hameau Quiquery 80190 Languevoisin-Quiquery
- Code AIOT : 0005102315
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORIAP exploite un silo sur le territoire de la commune de Languevoisin-Quiquery, sous couvert du certificat d'antériorité du 03/10/13 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection contre les explosions	AP de Mise en Demeure du 06/08/2021, article 1	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de conformité ont été demandés à l'exploitant sous 3 mois. L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre les explosions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre les explosions
Prescription contrôlée : La société NORIAP, exploitant un silo sis hameau de Quiquery sur la commune de Languevoisin-QUIquery est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2010 en démontrant l'efficacité du nouveau dispositif de protection contre les explosions, notamment pour garantir une surface éventable et une pression d'ouverture équivalente, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Le 21 juillet 2021, l'exploitant a transmis un porter-à-connaissance visant à régulariser la mise en place de la couverture sur les cellules du silo 1. Le donner-acte en date du 3 septembre 2025 indique que la mise en place du plancher sur les cellules du silo 1 est sans incidence sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit la liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des extincteurs, sans observation. Cette vérification a été assurée le 22 mai 2025 par PARFLAM.

Lors de la visite, un contrôle par échantillonnage a été réalisé sur 2 extincteurs. Ceux-ci étaient accessibles et comportaient la date de leur dernière vérification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques. Cette vérification a été réalisé les 5 et 6 mai 2025 par DEKRA.

Le rapport fait état de 27 non-conformités.

L'exploitant a présenté un rapport de visite d'ACTEMIUM (visite du 10 octobre 2025) corrigeant 19 des non-conformités.

Pour 3 non-conformités, l'exploitant a indiqué qu'une coupure générale était nécessaire. Celle-ci sera réalisée au plus tard en janvier 2026. Le service régional de NORIAP attend le retour

<p>d'ENEDIS pour acter la date de la coupure.</p> <p>Pour les 5 non-conformités restantes, l'exploitant est dans l'attente d'un devis d'ACTEMIUM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant transmettra une preuve de la levée de l'ensemble des non-conformités du dernier rapport de vérification des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>